

**Séance ordinaire du  
jeudi 18 juillet 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS

**Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations Classées pour la  
Protection de l'Environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et  
Aménagements (IOTA).  
Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par arrêté n° 2019-I-743 en date du 17 juin 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique, qui se déroulera du lundi 8 juillet 2019 à 9h00 au mardi 20 août 2019 inclus, jusqu'à 18h00, à l'égard de la demande formulée par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 place Zeus – 34961 MONTPELLIER Cedex 2, en vue d'exploiter la station de traitement des eaux usées sur la commune de Lattes, au lieu-dit « la Céreirède ».

L'avis du conseil municipal des communes de Montpellier, Lattes, Assas, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Mauguio-Carnon, Montferrier-sur-Lez, Palavas-les-Flots, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Aunès, Saint-Jean-de-Védas, Teyran, Vendargues et de Montpellier Méditerranée Métropole, de la communauté d'agglomération du pays de l'Or et de la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables sur leur territoire.

Ce projet de modernisation est soumis à enquête publique au titre de différentes procédures réglementaires et porte sur :

- . L'Autorisation Environnementale
- . La dérogation loi littoral
- . La déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU

L'autorisation environnementale instruite par la DREAL, inclut l'ensemble des prescriptions des différentes législations applicables sur la station d'épuration et sur l'ensemble du système d'assainissement (réseaux raccordés).

Le projet Maera est ainsi concerné par la législation de la loi sur l'eau dite IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) pouvant avoir des incidences sur l'eau et les milieux aquatiques et par la législation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), pour une partie des ouvrages soumis à déclaration et enregistrement, compte tenu des process employés (digestion, présence de gaz, et combustion), toutes deux relevant du Code de l'Environnement. Le projet est également soumis à étude d'impact en application des articles R.122-2 et R.122-3 du Code de l'Environnement.

La station d'épuration est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole qui assure, pour le compte de ses communs membres, la compétence « assainissement des eaux usées ». Elle se situe au Nord de la commune de Lattes, dans le secteur de la Céreirède, sur la rive droite du Lez.

Cette station a été construite en 1965 et a fait l'objet de plusieurs opérations d'extension et de modernisation dont la plus importante en 2005 avec la réalisation de Maera et de l'émissaire en mer à 11km des côtes.

Le système d'assainissement Maera comprend la station de traitement des eaux usées elle-même et tous les réseaux de collecte des eaux usées qui y débouchent.

Elle traite les eaux de 14 communes de la métropole 3M et de 5 communes complémentaires situées hors du territoire métropolitain, ce qui représente environ 400 000 habitants.

Elle possède actuellement une capacité nominale de 470 000 Equivalent Habitant pour un volume journalier admissible de 130 000 m<sup>3</sup>/j.

L'emprise foncière totale couvre environ 8 ha. Le projet de modernisation de la station Maera se fera dans l'emprise actuelle de la station existante, principalement sur la parcelle n° BW 160 d'une surface de 52 517 m<sup>2</sup>.

Néanmoins, Maera est aujourd'hui à saturation hydraulique en temps de pluie. Malgré la présence de bassins d'orage, cette situation de saturation hydraulique se traduit par des déversements fréquents dans le Lez d'eaux usées brutes ou partiellement traitées.

Les enjeux de ce projet de modernisation de Maera concernent, principalement l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques (Mer Méditerranée, Lez et étangs palavasiens) et ainsi que de l'environnement proche de la station.

Ainsi ce projet de modernisation de la station a pour objectif de :

- améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées, passant à 660 000 Equivalent Habitant pour un volume journalier admissible de 175 000 m<sup>3</sup>/j.
- optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique,
- tendre vers le « zéro nuisances » pour l'environnement immédiat du site,
- améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement, notamment des boues.

Cette modernisation répond à un intérêt général visant un objectif de bon fonctionnement de la collecte et du traitement des eaux usées collectives du territoire de la métropole et hors métropole.

**En conséquence et après étude du dossier technique, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable concernant ce projet sous réserve du respect des prescriptions de l'Autorité Environnementale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 juillet 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juillet 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20190718-93144-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 29/07/19  
Réception en Préfecture : 29/07/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.